

Actualité de la fiscalité des groupes

Mardi 15 octobre 2024

Saint-Ouen ou connecté en Live à distance

De 9h00 à 12h30

Edito

La pratique de la fiscalité des groupes, matière en constante évolution, requiert une parfaite connaissance de l'actualité.

Pour sécuriser vos pratiques au quotidien et mieux conseiller vos clients, Lamy vous propose, en une matinée, un panorama complet et une analyse approfondie des dernières actualités 2024.

Avec les interventions de :

Sacha BOKSENBAUM,

*Directeur métier Juridique & Fiscal, Avocat à la cour, Associé, Fiscalité des entreprises,
BDO AVOCATS*

Céline PASQUIER,

*Avocate à la cour, Associée, Prix de transfert, Fiscalité internationale,
BDO AVOCATS*

La matinée sera animée par Morgane MAYEUX

*Rédactrice en chef des Nouvelles Fiscales et Secrétaire générale de la rédaction
du Lamy Fiscal*

Le programme sera amené à évoluer au regard des dernières actualités

Programme

Le régime de l'intégration fiscale au sein d'un groupe

- La détermination du périmètre d'intégration

- Actualité : appréciation de la détention des sociétés membres en présence de certains dispositifs d'actionnariat salarié : quid lorsque le salarié cesse ses fonctions dans la société pour rejoindre une autre société du même groupe incluse dans le plan d'émission/attribution ?

- La détermination du résultat d'ensemble

- Retour sur le rétablissement de la condition d'appartenance au groupe de la société distributrice depuis plus d'un exercice pour bénéficier de la QPFC au taux de 1 % (LF 2024)
- Actualité : impact sur l'application du régime aux succursales françaises de sociétés étrangères : quid lorsque les titres de participation n'ont pas été inscrits au bilan fiscal de la succursale ? CE, 20-06-2023
- Les questions en suspens : quel régime fiscal pour les dividendes reçus par une société non-membre d'une intégration fiscale par choix d'une filiale européenne ? Quid des dividendes versés entre des sociétés françaises non intégrées mais remplissant toutes les conditions pour être membres d'un même groupe intégré ?

Les modalités d'imposition des revenus passifs et plus-values au sein d'un groupe

- Les dividendes

- Le régime mère-fille
 - ✓ Les conditions requises pour bénéficier du régime de faveur
- Actualité : La qualification de titres de participation : revue des dernières jurisprudences (CAA Paris, 24-02-2021, CE, 22-07-2022, CAA Paris, 13-12-2023, CAA Marseille, 14-06-2024)

✓ Le cas des retenues à la source et des crédits d'impôts

- Actualités : imputation des crédits d'impôts étrangers sur l'impôt dû à raison de la QPFC sur les dividendes (*CE 8e-3e ch. 5-7-2022, CE, 7-4-2023, sur les modalités pratiques d'imputation des crédits d'impôts étrangers, CAA Paris, 11-10-2023 Participations sur la justification du montant des frais réels*)

- Retenue à la source sur les dividendes versés à une société non-résidente : la retenue à la source sur les revenus distribués à des sociétés déficitaires non-résidentes est-elle conforme à la Constitution ? Quid de la notion de « bénéficiaire effectif » des distributions introduite par l'Administration fiscale ?

• Le point sur la directive FASTER

- Les redevances et prestations de services

• Le point sur les actualités

✓ Sur l'article 182 B du CGI :

- Sur son champ d'application : *CE 8e-3e ch. 31-5-2024*

- Sur les prestations de toute nature fournies ou utilisées en France : *TA Dijon 3-10-2023, CAA de Paris, 5-06-2024*

- Le principe de libre prestation de services peut être invoqué à l'encontre de la retenue à la source de l'article 182 B : *CE 8e-3e ch. 16-2-2024*

✓ Sur l'imputation des crédits d'impôt au titre de redevances :

- Dernière jurisprudence sur les crédits d'impôts forfaitaires : *TA de Montreuil, 20-06-2024,*

La circulation des pertes au sein d'un groupe

- Imputation des déficits et application de l'exception « Marks et Spencer »

- Remise en contexte : *CJCE 2005 Marks & Spencer ; CJUE 2008 Lidl Belgium GmbH ; CJUE 2018 A/S Bevola ; CJUE 2022 W AG*

- Actualités

- Quel apport de la décision « SPIE Batignolles » du Conseil d'État du 26 avril 2024 pour les succursales étrangères ?
- Quelle évolution jurisprudentielle pour les filiales étrangères ?

La rémunération des dirigeants au sein d'un groupe

- **Nature des prestations de services admises**
 - Jurisprudence antérieure CAA GAMLOR +
 - Actualités : rémunération des dirigeants et acte anormal de gestion : *analyse de la décision « Collectivision » du Conseil d'État du 4-10-2023, et de la CAA Versailles, 7-05-2024,*
- **Risque de remise en cause : le caractère excessif des rémunérations**
 - Actualité : rémunération excessive : *CAA Paris, 15-05-2024*
- **Retour d'expérience des contrôles fiscaux en cours**

Bénéficiaire effectif et substance

- **Notion de bénéficiaire effectif**
 - Actualité : la suite de la jurisprudence « Planet » (*CAA de Marseille, 11-07-2024*)
- **Notion de substance : Le projet ATAD 3**

Actualité des conventions fiscales

- **Négociations / Dénonciations**
- **Aménagement des commentaires au BOFIP sur la convention fiscale avec le Brésil**
- **Mise à jour et réorganisation des commentaires au BOFIP de l'Instrument multilatéral de l'OCDE**

Prix de transfert

- **Rappel des enjeux liés à la LF 2024 en matière de documentation des prix de transfert et de charge de la preuve**
- **Dernières évolutions jurisprudentielles**
 - Niveau de marge et intervalle de pleine concurrence
 - Analyse fonctionnelle
 - Financements intragroupes

- **Principes de détermination des prix de transfert**
 - Que penser des dernières précisions de l'administration fiscale ?
- **Renforcement du contrôle des prix de transfert**
 - Etat des lieux et retours d'expérience
- **Projet de directive sur les prix de transfert**
 - Quelles évolutions sont à prévoir ?
- **Montant B du Pilier 1 de l'OCDE**
 - Que retenir du rapport OCDE publié le 19 février 2024 et des instructions publiées le 17 juin 2024 ?

Pilier 2 de l'OCDE : état des lieux et perspectives

- **État des lieux de la transposition du Pilier 2 dans le monde**
- **Analyse de la mise en œuvre de l'imposition minimale mondiale des groupes en France**
 - Quels sont les points de vigilance ?
 - Les difficultés rencontrées en pratique ?
 - Comment y faire face ?

Temps de questions/réponses avec la salle sur l'ensemble
des points évoqués lors de la matinée

Les plus pédagogiques :

- Regards croisés d'intervenants aux profils complémentaires
- Illustrations par des cas concrets traités par les intervenants dans leurs pratiques

Public :

- Avocat
- Expert-comptable
- Directeur juridique
- Juriste d'entreprise
- Directeur administratif et financier
- Dirigeant

Objectifs :

- Décrypter les grandes évolutions législatives réglementaires et jurisprudentielles de l'année
- Comprendre et appliquer ces analyses pour une pratique au quotidien

Prérequis :

- Un bon niveau en droit fiscal est requis